LE PACIFIQUE-CANADIEN

LE VERSEMENT D'IMPÔTS FONCIERS À CERTAINES MUNICIPALITÉS DES PRAIRIES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ed. Schreyer (Springfield): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Nous dirait-il s'il assurera à la Chambre, à supposer qu'il ne l'ait pas déjà fait, qu'il veillera à savoir d'une manière définitive si le Pacifique-Canadien entend donner suite, en 1967, à l'engagement qu'il a pris de commencer à verser des impôts fonciers dans certaines parties de l'Ouest canadien?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, au cours du débat, j'ai promis de discuter de la question avec le Pacifique-Canadien dès que le Parlement aurait terminé l'étude du bill, et j'entends tenir promesse.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Question supplémentaire. Le ministre serait-il en mesure de nous dire si la même réponse vaut dans le cas des municipalités des provinces Maritimes qui ont demandé que le National-Canadien s'acquitte du plein impôt foncier relativement aux biens immobiliers qu'il possède dans la région?

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, c'est au gouvernement qu'il appartient de trancher ce point.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

LE QUÉBEC: SOURCE DE CONTAMINATION DE LA RIVIÈRE OTTAWA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jack Roxburgh (Norfolk): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources une question, dont je lui ai donné préavis, et que m'a suggérée la lecture d'un article sur la pollution publié sous la signature de M. Dworkin dans le *Citizen* d'hier. M. Dworkin, rédacteur financier de ce journal, fait remarquer qu'à la différence de l'Ontario, en raison d'un manque de...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. J'hésite à interrompre...

M. Roxburgh: J'en arrive à la question.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Roxburgh: Si vous me la laissez poser...

M. l'Orateur: Le député aurait-il l'obligeance de se rasseoir et de me laisser parler?

Je lui fais remarquer ainsi qu'à tous les honorables représentants que le Règlement leur interdit de citer des articles, des communiqués parus dans la presse ou des télégrammes, en préambule à leurs questions. Les questions doivent être posées directement.

M. Roxburgh: Très bien, Votre Honneur. Je voudrais demander au ministre si son ministère a pris des dispositions ou fait quelque chose pour remédier à la pollution de l'Ottawa, rivière interprovinciale dont les sources de contamination se trouvent au Québec?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, on a mené une enquête au sujet de la rivière Ottawa, ces dernières années, mais je crois me rappeler que l'étude ne portait pas sur la pollution en particulier. Cependant, je ferai part au Québec des préoccupations du représentant lors des prochaines négociations sur la question des eaux.

J'ajoute que nous sommes actuellement en pourparlers avec le Québec sur une autre question qui a trait à l'eau, et j'ajouterai cet aspect aux différents sujets de discussion.

LE PÉTROLE

L'ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eldon M. Woolliams (Bow-River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Eu égard aux questions et aux réponses d'hier au sujet de l'industrie pétrolière, le premier ministre peut-il aujourd'hui nous assurer que le ministre du Commerce ou ses fonctionnaires mènent actuellement des discussions sérieuses avec le département de l'Intérieur des États-Unis en vue d'augmenter et non pas de diminuer les objectifs quant à l'exportation des produits du pétrole?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, des discussions sont en cours à ce sujet entre des représentants du gouvernement canadien et des fonctionnaires américains.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTRÔLE—L'ACCÈS AU VIETNAM DU NORD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires ex-